

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nicolas-Hulot-monte-au-front-ecologique>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Nicolas Hulot monte au front écologique**

2 juillet 2018

Nicolas Hulot monte au front écologique

Le ministre de la transition écologique et solidaire va être en première ligne sur de nombreux dossiers à venir. A commencer par celui, décisif, du nucléaire.



Nicolas Hulot à l'offensive. Loin d'être déprimé ou sur le point de quitter le gouvernement, comme la rumeur le laisse régulièrement entendre, le ministre de la transition écologique et solidaire a décidé de monter au front sur le dossier du nucléaire, alors que l'exécutif doit bientôt rendre ses premières orientations sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la feuille de route énergétique du pays pour les cinq prochaines années.

Vendredi 29 juin, en marge de la présentation des premiers travaux du débat public sur le sujet, l'ancien animateur de TF1 a répété sa position : la PPE doit détailler de manière précise comment la France va passer de 75 % de nucléaire dans sa production d'électricité à 50 %. Nicolas Hulot avait dû assumer en novembre 2017 de reculer l'objectif de 50 % au-delà de 2025, à la grande satisfaction de la filière nucléaire française. Mais il n'entend pas pour autant renoncer à inscrire noir sur blanc les

modalités dans la PPE.

« *Je souhaite qu'à la fin de l'année, on ait un calendrier précis avec un échéancier (...), qu'on sache quels réacteurs [vont fermer]* », a ainsi expliqué le ministre devant des journalistes. « *Mentionner une liste de centrales qui devront fermer dans la PPE est potentiellement explosif, industriellement et politiquement* », souligne un bon connaisseur du secteur. L'option n'a d'ailleurs, pour l'heure, pas convaincu à l'Élysée.

Ces déclarations arrivent quelques jours après une sortie déjà très ferme contre la stratégie d'EDF. Interrogé le 21 juin sur France Info, M. Hulot, ministre de tutelle de l'énergéticien, avait estimé que l'obsession pour le nucléaire a entraîné le groupe public dans « *une dérive* » sur le plan économique.

« Trouver un chemin »

Derrière ces déclarations se cache une conviction profonde pour Nicolas Hulot et ses soutiens : empêcher que la France ne se lance dans la construction d'un deuxième réacteur EPR. Alors que celui de Flamanville, en Normandie, connaît de nouveaux déboires, avec un chantier passé de 3 milliards à 10,5 milliards d'euros, le ministre a expliqué clairement que le temps n'était pas venu pour décider d'un tel projet. « *La PPE doit permettre de remettre EDF à sa place, de rappeler que c'est l'actionnaire qui décide* », estime Matthieu Orphelin, député (LRM) de Maine-et-Loire et proche de M. Hulot.

C'est pourtant ce que réclame avec insistance EDF : le groupe public affirme accepter de viser l'objectif de 50 %, mais demande, en contrepartie, à l'Etat de poser les jalons d'un futur parc nucléaire. Une position qui a trouvé un écho favorable au sein du gouvernement. Bruno Le Maire a ainsi été chaleureusement accueilli lors d'un salon mondial du nucléaire en région parisienne, le 26 juin.

« *N'ayez aucun doute : le nucléaire restera essentiel à long terme pour garantir la sécurité d'approvisionnement de notre pays, la compétitivité de notre pays, et l'indépendance énergétique de la nation française* », a lancé le ministre de l'économie.

Des déclarations contradictoires qui ont suscité des questions, tant chez les dirigeants de la filière que dans la majorité. « *Il y a clairement deux lignes, celle du ministère de Hulot, très ambitieux, et celle de Bercy, qui veut passer le sujet sous le tapis* », analyse un député LRM investi dans le dossier, qui estime qu'une grande partie de la majorité est sensible aux arguments de Nicolas Hulot.

Le débat promet d'animer la majorité

A Matignon, on veut pourtant croire possible de « *trouver un chemin* » entre les deux positions. « *Que le ministre de l'économie soutienne l'industrie et que celui de l'écologie ait de l'ambition en matière de transition énergétique, c'est normal, estime-t-on dans l'entourage d'Edouard Philippe. Chacun voit qu'il faut diversifier notre mix énergétique, rattraper le retard de la France dans les énergies renouvelables, mais aussi respecter les contraintes industrielles et sociales liées au nucléaire.* »

En attendant l'arbitrage du gouvernement, qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'été, selon Matignon, le débat promet d'animer la majorité. Jeudi doit être rendu le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des centrales nucléaires, menée par la députée (LRM) Barbara Pompili. L'ex-secrétaire d'Etat de François Hollande, militante antinucléaire de longue date, espère que celui-ci alimentera les discussions sur la PPE et viendra renforcer la position de M. Hulot.

Dans le cas contraire, le ministre pourrait de nouveau laisser entendre qu'il n'est pas là pour faire tapisserie, et poser la question de sa présence au gouvernement. « *Cet été, on aura avec le président*

et le premier ministre un moment de vérité. On fera le point, on tracera les perspectives et on prendra ensemble des décisions sur l'avenir et les prochaines étapes », avait indiqué Nicolas Hulot, le 16 mai sur BFM-TV, ajoutant qu'il aurait alors « suffisamment d'éléments pour pouvoir regarder si effectivement [il] participe à cette transformation sociétale ».

« Combiner toutes les injonctions »

A en croire l'entourage du ministre, il ne faut pourtant pas voir dans ces déclarations une stratégie délibérée de l'ancien animateur mais davantage l'expression de sa « sincérité ». « Nicolas Hulot ne fait jamais de chantage à la démission, mais il dit les choses quand il pense que ce n'est pas au niveau, le défend Matthieu Orphelin. Tant qu'il est utile et qu'il peut faire avancer les choses, il sera là. »

« Il est normal (...) d'imaginer que parfois il faille phaser un certain nombre de choses, qu'on est sous des injonctions contradictoires, selon qu'on privilégie le temps court ou le temps long. On doit essayer de combiner toutes les injonctions », avait lui-même reconnu M. Hulot lors d'un déplacement en Bretagne, le 20 juin.

N'empêche, cette attitude fait régulièrement grincer des dents au sein de l'exécutif, où plusieurs ministres s'étonnent de la clémence d'Emmanuel Macron face aux incartades de son protégé. Mais pas question de pousser Nicolas Hulot dehors. Celui-ci reste le ministre le plus populaire du gouvernement, dont il incarne à lui seul la fibre écologique. Qu'il parte et c'est tout le discours « Make our planet great again » d'Emmanuel Macron qui se trouverait remis en cause.

« Hulot a sa place dans l'équipe. Sans lui, ce n'est pas la même chose », reconnaît-on à Matignon. Signe d'attention, le ministre de la transition écologique a été invité par Edouard Philippe à participer avec lui à un Facebook Live sur la biodiversité, lundi 2 juillet. Mieux, certains élus LRM disent penser à lui pour mener la liste macroniste aux élections européennes de mai 2019. Une idée balayée par l'intéressé, en tout cas pour l'instant. Lui assure que son ministère sera son dernier engagement politique.

[Voir ce message dans le navigateur](#)

[Voir tous les messages diffusés](#)

Vous recevez ce message car vous êtes abonné.e à une liste de diffusion des [Amis de la Terre Midi-Pyrénées](#)

[Modifier vos abonnements et préférences](#)

